

## Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Protection de la population et tranquillité publique

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Mylvia HOUGUET, Nicole MARIN-KHOURY

## Dispositif Maguelone - Réseau de zones refuges - Convention entre la Ville de Montpellier et la Chambre du Commerce et de l'Industrie de l'Hérault - Règlement d'engagement - Autorisation de signature

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

En France, 86 % des femmes ont été victimes « *d'au moins une forme d'atteinte ou d'agression sexuelle dans la rue au cours de leur vie* », d'après une étude de la Fondation Jean Jaurès publiée en 2018. Selon le sondage réalisé par Ipsos et L'Oréal Paris en avril 2019, seulement 20 % des femmes victimes de harcèlement dans l'espace public déclarent avoir été aidées. La Ville de Montpellier n'échappe pas au sentiment d'insécurité dans l'espace public. Le chiffrage des faits est difficile à obtenir, il constitue néanmoins une réalité pour un grand nombre de femmes et peut aller du harcèlement de rue à l'agression physique. En 2021, sur le territoire montpellierain, 94 % des victimes de violences sexuelles déclarées sont des femmes (source Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Hérault (DDSP34)).

Face à ce constat, une dynamique locale est engagée pour une ville plus inclusive, solidaire, égalitaire et vise l'obtention, pour tous, d'une liberté fondamentale : la liberté d'aller et venir en toute sécurité sur la voie publique.

Afin de renforcer l'entre-aide et d'accroître les mesures de protection à destination des femmes dans l'espace public, la Ville de Montpellier, en partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Hérault, a souhaité créer un réseau de zones dites « *refuges* » afin d'accueillir des femmes en détresse ou en insécurité sur l'espace public. Ainsi, des établissements commerciaux volontaires et d'autres structures institutionnelles, préalablement sensibilisés par les services de la Ville aux questions d'égalité et de

violences à l'égard des femmes, pourront accueillir des victimes.

Dès lors, les commerçants pourront être en capacité d'appréhender leurs besoins, les mettre en sécurité et leur porter une première assistance en attendant l'arrivée des secours. Dans cette perspective, chaque établissement volontaire devra faire connaître son souhait de s'inscrire dans ce dispositif auprès de la CCI en signant le règlement d'engagement.

La participation de ces établissements au dispositif MAGUELONE sera signalée par l'affichage d'un sticker en façade. Des supports de communication, comme le site de la Ville, l'application *Destination Hérault* et d'autres applications partenaires, permettront aussi de relayer les établissements identifiés en tant que zone refuge.

La mise en œuvre de ce dispositif devra faire l'objet d'une convention entre la Ville de Montpellier et la CCI de l'Hérault.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault portant sur le dispositif « *MAGUELONE* » ;
- D'approuver le règlement d'engagement portant sur ce dispositif ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Clare HART.

**Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 6 juillet 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Ville CCI Dispositif Maguelone
- Règlement d'engagement Dispositif Maguelone

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.